Quimper, le 18 octobre 2026

Ni colère ignorée, ni violence tolérée, ni zones d'ombre

Ce qui s'est passé hier dans nos rues à Quimper comme dans tout le pays ne peut être traité à la légère. Face aux mobilisations importantes et aux scènes intolérables qui les ont accompagnées, trois exigences doivent être menées ensemble : entendre la colère sociale, condamner sans ambiguïté la violence et faire toute la lumière sur la manière dont l'État a géré cette journée.

Écouter ceux qui sont descendus dans la rue. Le cortège quimpérois était principalement composé de lycéens et d'étudiants voulant étudier et construire leur avenir dignement et de familles n'arrivant plus à boucler leurs fins de mois. Cette attente de justice sociale et de pouvoir d'achat est légitime. Elle appelle des choix budgétaires qui répartissent plus justement les efforts et les richesses du pays.

Dire non, sans détour, aux violences. L'incendie volontaire d'une banque et les diverses destructions de biens publics comme privés ne peuvent trouver la moindre justification. Ces actions ne relèvent pas du droit de manifestation mais de comportement délibérément délinquant. Il faut souhaiter que les réponses judiciaires soient donc fermes. Mais le rassemblement du matin s'est déroulé dans le calme aussi faut-il refuser l'amalgame entre manifestants et casseurs.

Regarder en face les failles du maintien de l'ordre. Comment de tels débordements ont-ils pu se produire ? Les moyens humains étaient-ils suffisants ? Le dispositif policier était-il adapté ? Il ne s'agit pas de jeter la suspicion sur les forces de l'ordre, qui ont fait un travail difficile, mais d'exercer pleinement la mission de contrôle parlementaire.

C'est pourquoi avec mon groupe parlementaire, dès demain, je demanderai

au Gouvernement d'organiser sans tarder un débat au Sénat sur le bilan des mobilisations du 17 octobre et sur la sortie de crise sociale ;

au Président du Sénat de prolonger le travail actuel de la commission des lois sur « l'avenir du maintien de l'ordre » afin d'intégrer ces événements qui pour la première fois ont concerné nombre de villes moyennes comme Quimper pour en tirer des enseignements.

Forough Dadkah

Sénatrice du Finistère